

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES
ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU COMITE
SYNDICAL DU
SYNDICAT MIXTE EN CHARGE
DU SCOT DE L'OUEST DES
ALPES-MARITIMES

NOMBRE DE MEMBRES

- afférents au Conseil : 56
- en exercice : 56

Date de la convocation : 22 mars 2016

Séance du 6 Juillet 2016

L'an deux mille seize et le six juillet, le Comité Syndical du syndicat mixte en charge du SCOT de l'ouest des Alpes-Maritimes s'est réuni conformément à l'article L.2121-17 du CGCT, à Grasse, au Siège du syndicat 57 avenue Pierre Sémard, sous la présidence de Monsieur le Doyen jusqu'à l'élection de Monsieur le Président.

- PRESENTS : Madame, Monsieur : ASCHIERI, BALAZUN, BOULLE, CASSEZ, CEPPI, DELHOMEZ, LE BLAY, HENRI, MONCET, OLIVIER, PASOLINI, PIBOU, POUPLOT, BONELLI, CHARABOT, DELLAPINA, DEOUS, GIRAUDON, GOURDON, JABOULET, LEVET, MACARIO, MARCHIVE, PAGANIN, SCHNEIDER, TOSELLO, VIAUD, ALENDA, ATTUEL, BALDEN, BOTELLA, BROCHAND, BRUNETEAUX, CARRETERO, CHIAPINI, GALY, LAFARGUE, LEQUILLIEC, LEROY (H), LEROY (S), PASERO, PIGRENET, POURREYRON, REJOU, RUSSO, VAILLANT, CHEVET, LANTERI, VILLANI.
- EXCUSES : Madame, Monsieur : BLANC, BOMPAR, CASTEL, CHIRIS, CONIL, VARRONE, FUNEL, DELIA, LACHENMAIER, MOREL, OGEZ, PASQUELIN, ROATTA, CHIKLI, CIMA, DIMECH, FIORENTINO, FOLLANT, LISNARD, LOPINTO, TABAROT

Madame TABAROT donne pouvoir à Monsieur PIGRENET

2016 – 13 : Délégation au Bureau du Syndicat du SCOT'OUEST

après dépôt en Sous-Préfecture
le
et publication ou notification
du.....

DU 6 JUILLET 2016

OBJET : Délégation au Bureau du Syndicat du SCOT'OUEST

Monsieur le Président expose :

Aux termes des dispositions prévues à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le bureau peut recevoir délégation d'une partie des attributions du comité syndical, à l'exception des domaines suivants :

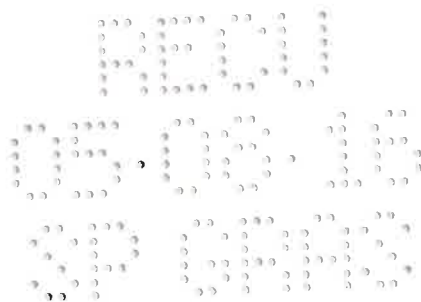
- 1- du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances,
- 2- de l'approbation du compte administratif,
- 3- des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15,
- 4- des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale,
- 5- de l'adhésion de l'établissement à un établissement public,
- 6- de la délégation de la gestion d'un service public,
- 7- des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Il est proposé de déléguer au bureau les attributions du comité syndical suivantes :

1. Autoriser les dépôts de dossiers de candidature aux appels à projets lancés par l'Etat, le conseil régional, l'ADEME, l'Europe et tout autre organisme public,
2. Autoriser les demandes de subvention auprès de l'Etat, le conseil régional, le conseil départemental, l'Europe et tout autre organisme public.

Lors de chaque comité syndical, le Président rendra compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation du comité syndical.

En cas d'empêchement du bureau, les décisions à prendre dans les matières déléguées reviennent de plein droit à l'assemblée délibérante.



Monsieur le Président propose :

- **DE DELEGUER** au bureau les attributions du comité syndical suivantes :
 1. Autoriser les dépôts de dossiers de candidature aux appels à projets lancés par l'Etat, le conseil régional, l'ADEME, l'Europe et tout autre organisme public,
 2. Autoriser les demandes de subvention auprès de l'Etat, le conseil régional, le conseil départemental, l'Europe et tout autre organisme public.

Après en avoir délibéré, le comité syndical approuve à l'unanimité.

- **DE DELEGUER** au bureau les attributions du comité syndical suivantes :
 1. Autoriser les dépôts de dossiers de candidature aux appels à projets lancés par l'Etat, le conseil régional, l'ADEME, l'Europe et tout autre organisme public,
 2. Autoriser les demandes de subvention auprès de l'Etat, le conseil régional, le conseil départemental, l'Europe et tout autre organisme public.

Fait à Grasse les jours, mois et an que dessus.

Jérôme VIAUD



Jérôme Viaud
Président du syndicat mixte

En charge du SCOT de l'Ouest des Alpes-Maritimes